



29 février 2012 : Partout en Europe, mobilisons nous contre l'austérité !



Pour une autre répartition des richesses et pour nos revendications, ensemble soyons dans l'action !

À VENDRE



Dimanche dernier, à Athènes, ils étaient plus de 100 000 manifestants devant le Parlement grec pour exiger le retrait du nouveau plan antisocial (baisse de salaire, licenciements massifs dans la fonction publique, augmentation des taxes...) et dénoncer le diktat de la TROIKA (Union Européenne, Banque Centrale Européenne et Fonds Monétaire International).

Voté contre la volonté populaire, il s'agit là du septième «Mémorandum» d'austérité et de destruction de services publics, alors que les six premiers, en deux ans à peine, n'ont fait qu'aggraver la situation ! Cette nouvelle attaque est lourde de menaces pour la démocratie et les droits des salariés, pas seulement en Grèce.

À VENDRE



Dans la continuité des politiques de casse salariale déjà engagées, le gouvernement espagnol vient d'adopter une réforme du travail démantelant les droits sociaux et détruisant les emplois.

A l'appel des deux principaux syndicats, les travailleurs espagnols descendront dans la rue le 19 février.

Montreuil, le 16 février 2012

Syndicat national CGT Finances Publiques

● Case 450 ou 451 - 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex ● dgfip@cgt.fr
● www.financespubliques.cgt.fr ● Tél. : 01.48.18.80.16

À VENDRE



Dans le sillage de la Grèce, les salariés Portugais sont eux aussi particulièrement frappés par la crise. En échange du plan de sauvetage de l'Union Européenne, le programme de rigueur envisagé prévoit des hausses d'impôts, une baisse des prestations sociales et plus de flexibilité du travail.

En réaction, 300 000 personnes ont manifesté samedi dernier à Lisbonne. D'autres rassemblements sont prévus le 29 février prochain.

En France aussi, nous en sommes au deuxième plan d'austérité. La perte du triple A pourrait constituer un alibi pour en justifier un troisième. Ne nous y trompons pas ! La Grèce et le Portugal servent de test. En l'absence de réaction, la France sera la prochaine sur la liste.



Partout en Europe, des mouvements de résistance se construisent. Le 29 février, la Confédération Européenne des Syndicats appellent les salariés à se mobiliser massivement contre les plans d'austérité.

Par l'impulsion d'actions de grève, d'initiatives et de manifestations, les organisations de la CGT ont décidé de tout mettre en œuvre pour assurer la réussite de cette journée et refuser de subir plus longtemps les réformes régressives gouvernementales menées au nom de la sauvegarde des intérêts des marchés financiers.

PLUS QUE JAMAIS LA MOBILISATION RESTE À L'ORDRE DU JOUR !

A la DGFIP, cela implique de poursuivre et de multiplier les initiatives de terrain et unitaires assurant l'expression et la participation la plus large des personnels. Au niveau Fonction Publique, en réponse aux nouvelles menaces sur les garanties statutaires, d'éclatement des rémunérations et de remise en cause forte de la place de l'Etat, les mêmes efforts militants doivent être déployés.

Enfin, les enjeux générés par les plans d'austérité, menés dans toute l'Europe, nécessitent la construction de puissants mouvements de luttes unissant les salariés du privé et du public autour de leurs revendications communes s'agissant de l'emploi, des salaires et des conditions de travail notamment.

**C'est pour ces raisons que la CGT Finances
Publiques s'inscrit dans cette journée de grève**

**et de mobilisation du 29
février. Elle appelle les
personnels à se
mobiliser, à décider de la
grève et à participer aux
manifestations
interprofessionnelles qui
sont organisées sur tout
le territoire.**

